

EVÈNEMENT

EVÈNEMENT

Nouveau gouvernement: Ceux qui rentrent, ceux qui restent

Abdellah Baha (PJD)



Ministre d'Etat. On dit de lui qu'il est l'Éminence grise du PJD. A 58 ans, cet «ami de longue date» comme le décrit Benkirane est ingénieur agronome qui a fait ses armes au sein de la Chabiba islamia. Il intègre ensuite la Jamaa islamia avant de rejoindre le Mouvement unité et réforme. Préférant légaliser son action politique dans le cadre des institutions, Baha fait partie des premiers à rejoindre le parti de Abdelkrim Al Khatib (MPCD) devenu PJD.

Mohamed Boussaid (RNI)



Le nouveau ministre de l'Economie et des Finances va opérer dans un terrain qu'il connaît parfaitement. Avant d'être nommé ministre de la Modernisation des secteurs publics dans le gouvernement Jettou II, puis du Tourisme et de l'Artisanat dans le gouvernement Abbas El Fassi, Mohamed Boussaid avait occupé le poste de directeur des établissements publics et de la privatisation au département des Finances. Après sa sortie du gouvernement, il a été placé par le Souverain à la tête de la wilaya du Souss-Massa-Drâa, avant de prendre les rênes de celle du Grand Casablanca.

Salaheddine Mezouar (RNI)



La nomination du président du RNI au ministère des Affaires étrangères est considérée comme une réhabilitation de l'homme politique après avoir fait l'objet d'une campagne autour des primes. Il avait occupé le poste de ministre des Finances entre 2007 et 2011. Il a annoncé des réformes sans pouvoir les faire aboutir comme notamment celles de la loi organique des finances et du système des retraites. Avant d'être aux Finances, Salaheddine Mezouar avait mis en place le plan Emergence alors qu'il était ministre de l'Industrie et du commerce.

Mustafa Ramid (PJD)



Mustapha Ramid, natif des Doukkala en 1959, reste ministre de la Justice (mais sans la Liberté). Il est l'icône de l'aile issue de la mouvance islamiste. Dès 1973, Ramid rejoint la Chabiba islamia d'Abdelkrim Moutfi. Après des études en droit à l'Université Hassan II à Casablanca, il décroche une licence en 1980. Avocat, Ramid a défendu plusieurs dossiers très médiatisés.

Ahmed Taoufiq (SAP)



Ahmed Taoufiq a conservé les Habous et les Affaires islamiques. Né en 1943 à Marigha dans le Haut Atlas, il est titulaire d'une licence en histoire, d'un certificat en archéologie et d'un diplôme de 3e cycle à la faculté des lettres à Rabat.

Mohamed Hassad (SAP)



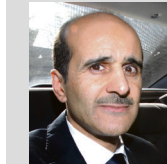
Le nouveau ministre de l'Intérieur a assumé une série de hautes fonctions, à partir de la fin des années 1970. Cet ingénieur diplômé de l'école Polytechnique de Paris a démarré sa carrière en tant que directeur régional des travaux publics, avant d'être porté à la tête de l'ancien Office d'exploitation des ports (ODEP). Il intègre le gouvernement pour la première fois en 1993 en tant que ministre des Travaux publics et de la Formation professionnelle. Ce grand commis de l'Etat avait également pris les rênes de la RAM en 1995, avant de rejoindre l'administration territoriale à partir de 2001. Il a été par la suite wali de Marrakech, de Tanger et Tétouan avant de piloter le Conseil de surveillance de l'Agence spéciale Tanger Méditerranée (TMSA).

Charki Draiss (SAP)



Natif de Beni Amir (Beni Mellal) en 1955, Charki Draiss, ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, est un pur produit de ce ministère qu'il a rejoint en 1977. Il a occupé le poste de directeur général de la Sécurité nationale.

Driss Azami El Idrissi (PJD)



Ministre délégué chargé du Budget, est né à Fès en 1966. Avant sa nomination, il occupait le poste de directeur adjoint au Trésor et Finances extérieures, chargé des financements et des relations extérieures.

Nabil Benabdallah (PPS)



Le leader du PPS garde le portefeuille de l'Habitat (mais sans l'Urbanisme). Ses expériences passées au ministère de la Communication ont été particulièrement remarquées, notamment sur le chantier de l'audiovisuel, réforme qu'il a initiée, ou encore sur le code de la presse. Ce qui est certain c'est qu'il a pu négocier un bon ticket d'entrée pour son parti avec un moindre score électoral.

Aziz Akhannouch (SAP)



Natif de Tafraout en 1961, Aziz Akhannouch a conservé le portefeuille de l'Agriculture et de la Pêche maritime. L'Agriculture reste le chantier où il a particulièrement brillé à travers le plan Maroc Vert.

Rachid Benmokhtar (SAP)



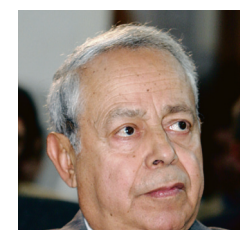
Le successeur de Mohamed Louafa à la tête de l'Education nationale et de la Formation professionnelle est l'un des plus grands connaisseurs du système éducatif national. Cet ingénieur en constructions aéronautiques et en management du développement est tombé dans le giron de l'enseignement après une période d'activité dans le secteur privé. C'est sa nomination dans la commission du Club de Rome, qui avait planché sur le projet Learning, qui avait renforcé son intérêt pour le système éducatif.

Abdelaâdim El Guerrouj (MP)



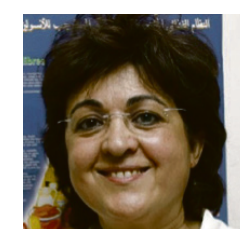
Ministre délégué auprès du ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Driss Dahak (SAP)



Driss Dahak conserve son portefeuille de secrétaire général du gouvernement.

Fatema Marouane (RNI)



Ministre de l'Artisanat, de l'Economie sociale et solidaire

Anis Birrou (PJD)



Le nouveau ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration a été secrétaire d'Etat en charge de l'Artisanat dans le gouvernement de Abbas Al Fassi, un secteur qu'il a réussi à lui donner de la visibilité au niveau national et international.

Abdellatif Loudiyi (SAP)



Ministre délégué auprès du chef du gouvernement chargé de l'Administration de la Défense nationale



Lahbib Choubani (PJD)
Ministre chargé des Relations avec le Parlement et la société civile

Moubdii Mohamed (MP)



Ministre délégué auprès du chef du gouvernement chargé de la Fonction publique et de la modernisation de l'administration

Mohamed El Ouafa (SAP)
Ministre chargé des Affaires générales et de la gouvernance



Mohamed Amine Sbihi (PPS)



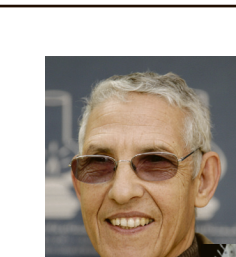
Ministre de la Culture

My Hafid El Alamy (RNI)



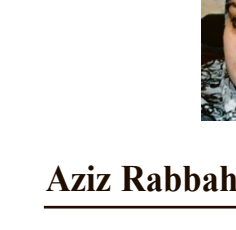
C'est l'un des opérateurs économiques les plus en vue. Son groupe Saham est présent dans plusieurs secteurs. Mais c'est sa compagnie d'assurance, CNIA SAADA qui constitue l'emblème du groupe fondé par Moulay Hafid El Alamy. Le nouveau ministre de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique, va débarquer dans un terrain qui ne lui est pas étranger. Il sera accompagné dans sa tâche par Abbou Mohamed et Mamoun Bouhahoud.

Lahcen Daoudi (PJD)



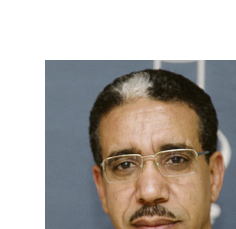
Il reste ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres. Il sera accompagné par Soumiya Benkhaldoun.

Soumiya Benkhaldoun (PJD)



Ministre déléguée auprès du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la formation des cadres

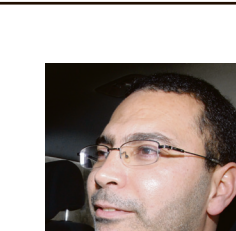
Aziz Rabbah (PJD)



Il reste ministre de l'Équipement et du transport. Il sera accompagné dans sa mission par Najib Boulif (PJD).

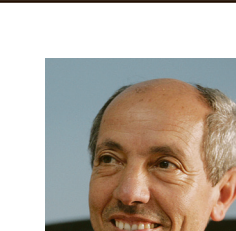
Mohamed Najib Boulif (PJD)
Ministre délégué auprès du ministre de l'Équipement, de Transport et de la Logistique, chargé du Transport

Mustapha El Khalfi (PJD)



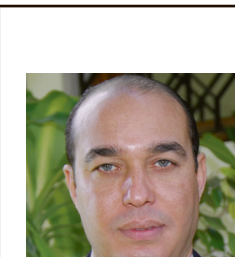
Ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, est ex-directeur de publication du journal At-tajdid. Attiré par les sciences politiques, El Khalfi passe un bac libre après une licence en physique pour décrocher une autre en droit et un diplôme de 3e cycle en sciences politiques. Il a également bénéficié d'une bourse américaine qui lui a permis de passer plusieurs mois au sein du Congrès. En 2007, il a été nommé responsable de la commission des politiques publiques du parti. Né en 1975, El Khalfi est l'artisan des stratégies de politiques publiques du parti.

Abdeslam Seddiki (PPS)



Il est la tête pensante du parti de Nabil Benabdallah sur les questions économiques et sociales. Cet ancien député était l'un des concepteurs du programme du gouvernement Benkirane I, ainsi que du programme électoral de son parti. Membre du bureau politique, il s'est illustré par ses chroniques économiques très suivies sur le journal Al Bayane, bras médiatique du PPS.

Mohamed Ouzzine (MP)



Toujours ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Ouzzine, ex-secrétaire d'Etat auprès du ministère des Affaires étrangères, est lauréat de l'International visitors leadership programme aux Etats-Unis et de l'International Academy of leadership in Allemagne. Ouzzine, professeur de Communication et de management, est également titulaire d'un doctorat en sociolinguistique et d'un master en stratégies de développement durable de l'Université du Moyen-Orient de Boston.

El Haussaine Louardi (PPS)



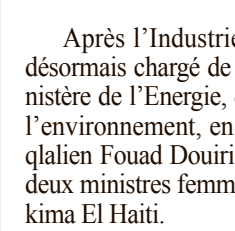
Plus connu dans le secteur médical que sur la scène politique, Louardi reste ministre de la Santé. Ce membre du PPS a occupé le poste de doyen de la Faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca et de chef du service des urgences du CHU Ibn Rochd. Après Yasmina Baddou, cette nomination marque le retour des médecins-ministres à ce département. Des expériences qui n'ont pas toujours été concluantes par le passé.

Mohand Laenser (MP)



L'ancien ministre de l'Intérieur a hérité d'un nouveau département, taillé sur mesure. Le patron du Mouvement populaire a été chargé du ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement territorial. Deux secteurs qui échappent désormais au contrôle du département de l'Habitat, toujours piloté par Nabil Benabdallah.

Abdelkader Aâmara (PJD)



Après l'Industrie et le Commerce, il est désormais chargé de prendre les rênes du ministère de l'Énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, en remplacement de l'Istiqlalien Fouad Douiri. Aamara sera épaulé par deux ministres femmes, Charafat Afilal et Hakima El Hiti.

Hakima El Hiti (MP)



Ministre déléguée chargée de l'Environnement

Charafat Afilal (PPS)



Ministre déléguée chargée de l'Eau

Bassima Hakkaoui (PJD)



Elle reste ministre de la Solidarité, de la femme et de la famille et du développement social

Lahcen Haddad (MP)



Ministre du Tourisme